

COMMUNIQUE DE PRESSE

COMITE PLÉNIER DU HCCP DU 21 JUIN 2022

Instance d'intelligence collective et de concertation territoriale, le Haut Conseil de la Commande Publique (HCCP) de La Réunion a pour objectif de faire de la commande publique un levier de développement socio-économique responsable, durable et résilient. C'est ainsi qu'il permet de :

- faciliter la mise en réseau : participation aux groupes thématiques, signature de la charte du HCCP et/ou de la charte de la commande publique, lettres d'information de l'activité, newsletters...),
- mutualiser les ressources : formations, journées du territoire, portail de la commande publique, partage des bonnes pratiques,
- améliorer la performance de la commande publique : cerner les attentes réciproques des collectivités et filières économiques, adapter nos clauses d'achat au tissu local, mise en œuvre du paiement Fournisseur Anticipé (PFA), études sur les besoins de formation,
- maximiser les retombées économiques et sociales au profit de son écosystème : mise en œuvre de l'article 73 de la loi EROM du 28/02/2017, de la convention SBA, du label RFAR (Relations Fournisseurs et Achats Responsable), organisation d'ateliers par filières économiques.

Réunis le 21 juin pour la première fois de l'année 2022 en comité plénier, sous la présidence de M. Dominique Vienne et en présence du préfet, M. Jacques Billant, l'ensemble des membres du HCCP, espace fondamental d'échanges autour du thème de la commande publique, ont pu obtenir des informations sur les avancées des travaux de cette instance.

À ce titre, le Président du HCCP et le Préfet ont signé avec M. Patrice SELLY, en tant que Maire de Saint-Benoît et en tant que Président de la CIREST la Charte du HCCP. Le GIP ECOCITE a également signé cette Charte.

Après une présentation d'indicateurs de la commande publique par l'INSEE, la CERBTP et la DRFIP, qui dénotent une situation maîtrisée malgré la crise actuelle, le préfet a précisé le rôle de l'État pour améliorer la transparence, la professionnalisation et la territorialisation de la commande publique.

En matière de transparence, l'État a proposé aux principaux donneurs d'ordre publics, la signature d'une Charte des modalités d'exécution des contrats de la commande publique. L'INSEE et le COARM (Conseil de l'ordre des architectes de La Réunion et de Mayotte) ont signé cette Charte au cours de ce comité. D'autres le feront prochainement.

L'État participera également activement à la mise en place d'une plateforme de la commande publique, qui permettra un accès de l'ensemble des entreprises réunionnaises, quelle que soit leur taille d'avoir accès à l'ensemble des marchés

proposés par les donneurs d'ordre public. Une présentation a été faite en séance par la Direction des Achats de l'État.

Enfin, l'État sera moteur dans l'organisation des assises des délais de paiement prévues au second semestre de l'année 2022.

La professionnalisation des acteurs de la commande publique (élus, acheteurs et entreprises) se fera par la formation ; ce qui est en cours de finalisation dans le cadre de la formalisation du référentiel des parcours de formation.

Par ailleurs, l'État a passé commande, en mai dernier, d'un Livre Blanc de l'accès aux données de la commande publique qui a pour objectifs de vulgariser le sujet, de rappeler les enjeux et de partager les bonnes pratiques locales ou nationales.

À noter également que l'État a accordé à l'aéroport Roland Garros une labellisation RFAR (Relations Fournisseurs et Achats Responsable) qui lui donne acte d'une relation équilibrée avec ses fournisseurs.

Quant à la territorialisation de la commande publique, elle est un objectif commun de l'ensemble des partenaires du HCCP et notamment des donneurs d'ordres afin que l'acte d'achat demeure un acte local et que les entreprises réunionnaises et principalement les PME et les TPE puissent obtenir une part plus importante des marchés proposés par les collectivités et services publics locaux.

La commande publique n'est pas un acte technocratique mais un acte politique. Ainsi, les acheteurs publics sont invités à s'engager autour de ces enjeux, sur les différents aspects stratégiques de la commande publique qui apporte une réelle valeur ajoutée à l'économie réunionnaise et lui permet de surmonter ses difficultés structurelles et conjoncturelles et s'offrir un avenir plus serein.